

# RÉSOLUTION DU CONSEIL NATIONAL

MARDI 17 OCTOBRE 2023



## RELATIVE À LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

Le Parti socialiste condamne sans réserve toutes les actions, passées ou en préparation, qui toucheront les populations civiles et accroîtront leur souffrance. Nous le faisons au nom de notre humanité commune et du respect de la dignité humaine. Nous ne hiérarchisons pas la vie des civils en fonction de leur géographie. Le combat qui nous anime est celui de la paix.

Nous avons condamné sans réserve les attaques terroristes du Hamas contre Israël, les exécutions de masse, les massacres, les prises d'otages de jeunes, femmes et enfants et les mises en scène effroyables d'exécutions. Nous avons témoigné de notre solidarité au peuple israélien et continuons d'exiger la libération immédiate de tous les otages.

Nous demandons également à la France et à l'Union européenne de condamner et sanctionner avec force les régimes iranien et qatari, qui soutiennent et financent l'organisation terroriste du Hamas.

Après une agression d'une telle ampleur, nul ne conteste le droit légitime de l'État d'Israël à se défendre. Mais la riposte ne peut se transformer en vengeance aveugle. Toute opération est subordonnée au respect du droit international. Les civils palestiniens ne sont pas responsables des attaques terroristes du Hamas.

Les images qui nous parviennent de Gaza sont dramatiques. Elles montrent des hommes, des femmes, des enfants, plus d'un million déjà selon l'ONU, contraints de fuir les bombes alors que la situation humanitaire ne cesse de s'aggraver depuis les coupures de gaz, d'eau et d'électricité. Gaza est devenue un piège, bombardée au Nord et débordée au Sud par l'arrivée de réfugiés qui s'entassent devant

le poste frontière de Rafah que l'Égypte ne souhaite pas ouvrir.

Chaque vie compte. C'est pourquoi nous demandons l'ouverture de négociations pour un cessez-le-feu. Nous réclamons la levée du blocus total de Gaza, cruel, inhumain et illégal. Nous demandons aux autorités françaises et à l'Union européenne d'œuvrer au niveau international à la création de couloirs humanitaires pour acheminer en urgence secours et aides, en particulier médicales, aux populations civiles.

Nous réaffirmons, comme nous l'avions adopté à notre Bureau national du 3 mai dernier, que la seule solution à ce conflit consiste en la reconnaissance de deux États souverains vivant côte-à-côte en sécurité. C'est la seule issue qui permettra d'assurer la sécurité d'Israël tout en promettant un avenir au peuple palestinien, et en particulier à sa jeunesse qui n'a connu que le conflit. Nous alertons sur le fait que l'existence et le développement des colonies constituent un obstacle à cette solution.

Nous apportons plus que jamais notre soutien à la société civile israélienne qui a manifesté pendant 40 semaines pour défendre l'État de droit et à celles et ceux qui, en Israël ou en Palestine, continuent courageusement de défendre cette solution politique à deux États.

Alors que par onde de choc, d'autres parties du Proche-Orient menacent de s'embraser, le Parti socialiste demande au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de convoquer une conférence internationale, avec les deux parties, pour engager la désescalade et relancer le processus de paix.

